

Les 10 ans de Bashar al Assad : un bilan «globalement positif» ?

par Pierre Berthelot

Enseignant et chercheur associé à l'Institut français d'analyse stratégique (IFAS)

et à l'Institut d'études orientales (Bordeaux III)

Il y a dix ans, le 17 juillet 2000, lorsqu'il succéda officiellement à son père, inaugurant un système de république héréditaire qualifié ironiquement de « joumloukia » (contraction des mots *joumhouria* – république - et *mouloukia* - monarchie) qui sera probablement amené à faire école dans le monde arabe (avec la Lybie et peut-être l'Égypte), beaucoup s'interrogeaient sur les capacités de Bashar Al Assad à se maintenir durablement à la tête du pays. Comparé à Hafez al Assad¹, figure presque écrasante tant son habileté politique et stratégique avait été soulignée par maints observateurs et spécialistes de la région (Kissinger l'avait ainsi qualifié de « Bismarck du monde arabe »), il semble faire pâle figure, et n'être qu'un second choix (le plus jeune des trois frères, Maher semblant plus apte à exercer la fonction)², car nul n'ignore qu'il se destine au départ à l'exercice de la médecine et qu'il fait preuve d'une certaine timidité. C'est en effet le décès accidentel de son frère aîné Bassel en 1994, programmé depuis longtemps pour la succession et réputé pour son appétence au pouvoir, qui le propulse sur le devant de la scène à seulement 28 ans, l'amenant à abandonner des études spécialisées.

Les débuts commencèrent sous des auspices mitigés. S'il est finalement désigné par les instances dirigeantes du parti Baas au pouvoir³, des réticences s'expriment cependant de la part de personnes influentes issues de « la veille garde »⁴, Abdel Halim Khaddam, le vice-président sortant sunnite qui assure l'intérim du 10 juin au 17 juillet (et qui tombera par conséquent en disgrâce en perdant son titre en 2005), et surtout Rifaat el Assad son oncle, qui jure de l'évincer du pouvoir, mais qui a été écarté de toute fonction officielle depuis 1998 et a vu ses partisans désarmés un an plus tard, dans le fief alaouite de Lattaquié. Quand au retrait israélien du Sud-Liban, s'il marque le triomphe de son allié Hassan Nasrallah, le chef du Hezbollah, il a aussi pour inconvénient d'enlever une monnaie d'échange dans les mains de Damas pour récupérer le Golan (alors que d'ultimes négociations menées par son père quelques mois plus tôt furent très proches d'aboutir), ce qui était précisément un des objectifs du chef du gouvernement israélien Ehoud Barak, lorsqu'il décida de cette opération unilatérale.

Mais ces péripéties ne sont rien face au tournant du 11 septembre 2001, juste un an plus tard, qui n'allait pas tarder à venir bouleverser la géopolitique internationale et régionale et accentuer la pression sur le régime syrien. En effet, alors que jusqu'ici, le *modus vivendi* issu de la première intervention américaine contre le régime de Saddam Hussein afin de libérer le Koweït (1990-1991) se maintenait (tutelle syrienne sur le Liban en échange de son soutien, modeste, contre l'Irak), progressivement s'imposa une volonté de modifier le *statu quo* et le double endiguement (*double containment policy*) en vigueur dans la région. Dès lors les rares régimes moyen-orientaux pas encore suffisamment alignés sur Washington furent mis sous pression. La Syrie se vit ainsi imposer le SALSRA (Syria Accountability and Lebanese Sovereignty Restoration Act) en décembre 2003 sous l'impulsion des néo-conservateurs et en particulier d'un lobby libano-américain très proche de l'AIPAC et du Likoud, l' USCFL (United States Committee for a Free Lebanon⁵), avec des sanctions

¹ Barah Mikail, *la Syrie en cinquante mots clés*, Paris, l'Harmattan, 2009, pp. 97-99. Voir également un autre ouvrage récent et de qualité consacré au même pays : Caroline Donati, *L'exception syrienne*, Editions la Découverte, Paris, 2009.

² Jean-Pierre Perrin, « Syrie : l'heure du choix », *Politique Internationale*, N°110, hiver 2006 (disponible en ligne sur www.politiqueinternationale.com)

³ Sakina Boukhaima, « Bachar el-Assad : chronique d'une succession en Syrie », *Maghreb-Machrek*, n°169, juillet-septembre 2000, pp. 164-172

⁴ Bien que l'un des membres éminents de cette veille garde, l'inamovible ministre de la défense, le sunnite Moustapha Tlass, fidèle de Hafez al-Assad ait joué un rôle majeur dans cette transition en douceur (voir par exemple Barah Mikail, *la Syrie en cinquante mots clés*, op.cit, pp. 29 et 177).

⁵ www.freelebanon.org. Ses liens sont très étroits avec Daniel Pipes, considéré comme un éminent islamophobe par des détracteurs et directeur du *Middle East Forum* (www.meforum.org).

accrues à la clé. Puis ce fut la résolution 1559 adoptée en urgence le 2 septembre 2004⁶, à l'initiative conjointe des Américains et des Français, afin de sceller un début de réconciliation⁷, suite au désaccord majeur apparu lors de l'intervention en Irak en 2003. Cette résolution intervint dans un contexte politique libanais (et auquel la France est toujours très attentive) caractérisé par la fin du mandat du président pro-syrien Emile Lahoud. La constitution lui interdisant une réélection, la Syrie qui contrôle étroitement le pays n'a plus le choix qu'entre deux solutions : soit proroger son mandat à titre exceptionnel (au nom de circonstances non moins exceptionnelles) et pour trois ans⁸, en passant par un vote au parlement ; soit décider de l'élection d'un nouveau président. Bashar al Assad a probablement mal évalué le rapprochement franco-américain, et l'impact de la 1559 puisque la reconduction de Lahoud qui intervient presque concomitamment (le 3 septembre 2004), offre une opportunité inespérée d'accroître la pression sur la Syrie qui aurait pu alors choisir un autre candidat pro-syrien (il n'en manquait pas !) au sein de la communauté maronite, à laquelle échoit par consensus cette fonction aux pouvoirs amoindris depuis les accords de Taëf, voire une personnalité proche mais n'apparaissant pas comme totalement inféodée. On peut considérer que la Syrie a estimé qu'en se déjugeant elle aurait fait alors preuve de faiblesse en ouvrant la voie à une contestation interne au Liban.

Le coup de grâce arriva en février 2005 lors du spectaculaire assassinat de Rafic Hariri, principal dirigeant de la communauté sunnite libanaise (qui bascula alors massivement dans le camp anti-syrien), et ancien premier ministre incontournable de la tutelle syrienne. Pourtant aucune preuve sérieuse et indiscutable de l'implication syrienne (du moins du président, car il est difficile d'évaluer si tous les différents systèmes de sécurité qui contrôlent le pays sont totalement sous sa férule) n'a été jusqu'ici apportée, les témoins clé se révélant progressivement peu crédibles⁹ à tel point que les quatre généraux qui avaient été arrêtés en 2005 ont du être libérés en 2009. Habilement (mais avait-il véritablement d'autres choix ?), Bashar al Assad préféra plier plutôt que rompre, en évacuant ses troupes après près de 30 ans de présence et attendit patiemment que les Américains et leurs alliés libanais ne s'enlisent en Irak ou au pays du Cèdre, lui permettant de redevenir incontournable sur la scène régionale. Au pays du Cèdre, l'une des erreurs majeures de la coalition du 14 mars fut de se mettre à dos le général Aoun, pilier de cette dernière mais qui la quitta dépité de n'être pas reconnu à sa juste valeur, ou de tomber dans la provocation en souhaitant placer sous contrôle le système de communication du Hezbollah, menace mortelle pour ce dernier et déclaration de guerre qui aboutit aux événements du 8 mai 2008, avec la prise de contrôle en seulement quelques heures de Beyrouth-Ouest, fief des Hariri, par ses miliciens. De même, lorsqu'Israël attaqua un site réputé abriter une installation nucléaire en 2007¹⁰ ou quand les Américains bombardèrent en octobre 2008 la région syrienne d'Abou Kamal à la frontière irakienne (officiellement pour lutter contre des infiltrations ennemies en Irak), le régime resta silencieux. Ayant compris que la guerre conventionnelle ne lui est pas favorable, il préfère user de son pouvoir de nuisance en contribuant notamment aux conflits asymétriques (il ne s'opposerait pas aux livraisons d'armes en faveur du Hezbollah) ou en se voulant l'intermédiaire indispensable pour dialoguer avec l'Iran, le Hamas ou ses alliés libanais. Alors que

⁶ Appelant au respect de la souveraineté et de l'indépendance politique du Liban, au désarmement de toutes les milices, et au retrait de toutes les troupes étrangères de son sol et à une élection présidentielle libre et équitable.

⁷ Georges Corm, *Le Proche-Orient éclaté (1956-2007)*, Paris, Gallimard, 2007, pp. 993-994.

⁸ Comme cela avait été le cas pour Elias Hraoui, en 1995, maintenu en fonction jusqu'en 1998, à l'issue de sa présidence très discrète de 1989 à 1995.

⁹ Voir sur ce point l'enquête approfondie de Richard Labévière dans *Le grand retournement : Bagdad-Beyrouth*, Paris, Editions du Seuil, 2006.

¹⁰ Sur ce sujet, voir Pierre Razoux, « Israël frappe la Syrie : un raid mystérieux », *Politique étrangère*, n°1, 2008, pp. 9-21 et Thérèse Delpech, « Un an après : questions sur le raid du 6 septembre 2007 », *Politique étrangère*, n°3, automne 2008, pp. 643-652.

l'invasion de l'Irak est au départ perçue comme un facteur de déstabilisation pour la Syrie (et il l'est toujours dans une certaine mesure), elle sait finalement retourner à son avantage cet événement, notamment en valorisant sa stabilité interne auprès de l'opinion publique.

D'un point de vue diplomatique, il aura également su nouer des liens avec la Turquie (ce qui laisse potentiellement augurer des perspectives d'amélioration du contentieux relatif au partage des eaux), même si c'est le repositionnement d'Ankara qui y a en grande partie contribué après l'intervention américaine de 2003 (par crainte notamment d'une déstabilisation régionale qui aurait eu des effets par ricochet sur son territoire et sa minorité kurde), ainsi qu'avec l'Irak avec qui les relations étaient autrefois exécrables, alors qu'on peut les qualifier de non hostiles aujourd'hui à défaut d'être cordiales, car si le régime damascène est allié de l'Iran, protecteur d'une partie des chiites irakiens, il est toujours tenu en suspicion par le pouvoir en place à Bagdad qui l'accuse de jouer un rôle ambigu au niveau du contrôle de ses frontières.

Si d'un point de vue militaire et sécuritaire le pays a tenu bon, la vraie déception concerne le secteur économique, puisque l'accession au pouvoir de Bashar al Assad avait suscité de vrais espoirs, lui qui s'était très tôt intéressé aux nouvelles technologies. Les résultats ne sont pas vraiment à la hauteur, la bureaucratie toujours autant omniprésente, même si on ne peut sous-estimer l'impact des sanctions et celles du refroidissement qui a eu lieu avec l'Arabie Saoudite après 2005 (important investisseur qui était très proche de Rafic Hariri) ou le Liban (partenaire économique important y compris d'un point de vue informel), et si l'on ne peut non plus considérer que le pays est en régression par rapport à la décennie précédente. La déception est également importante au niveau politique, où le système traditionnel de gestion du pouvoir reposant sur le triptyque « armée-parti-communauté alaouite » n'a guère évolué tout comme les libertés alors que le « printemps de Damas » avait suscité quelque espoirs à ce niveau.

En conclusion, après des débuts difficiles, à cause de son inexpérience, d'une modification des rapports de forces internes (disparition progressive de la vieille garde), et d'un contexte géopolitique délicat, Bashar al Assad a finalement réussi à consolider son pouvoir¹¹ qui est cependant plus partagé et consensuel qu'à l'époque de son père et nul ne semble aujourd'hui véritablement en mesure de le lui contester sérieusement. Mais il n'est pas à l'abri d'une déflagration régionale que pourraient susciter les tensions avec l'Iran, le Hamas ou le Hezbollah, soulignant au passage que ses alliances sont autant un atout qu'un handicap. Malgré une relative décrispation avec les Etats-Unis, on est encore loin d'un retour à la période Bush-Baker (le même qui avait remis un rapport en ce sens fin 2006) puisque la nomination de l'ambassadeur pressenti est toujours bloquée et des sanctions ont été renouvelées par Obama. On ne pourra pas non plus véritablement parler de bilan positif tant que les secteurs économiques et politiques n'auront pas connus de véritables avancées.

¹¹ Alors qu'il avait été imprudemment jugé par certains comme moribond en sous-estimant sa résilience, voir par exemple Frédéric Encel, « La Syrie : homme malade du Proche-Orient », *Commentaire*, 2005, vol. 28, n°110, pp. 383-391.